

RAPPORT N° 364 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 03 DECEMBRE 2022

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 26 novembre au 03 décembre 2022 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore aussi les cas d'une (1) personne qui a été grièvement blessée par des Imbonerakure et de quatre (4) militants du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) qui ont été arbitrairement arrêtés et détenus en province de Gitega.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans l'après-midi de samedi 26 novembre 2022, Ferdinand Nyandwi alias Kambayingwe, a été assassiné par des militaires et policiers qui l'ont atrocement torturé tout près de l'Institut Universitaire des Lacs de Kirundo (IULKi) en commune et province de Kirundo (nord du Burundi).

Selon des sources locales, Kambayingwe a été appelé au téléphone par une femme du nom de Jacqueline Kamashara qui lui demandait de lui apporter un sac de charbon de bois qui lui avait été confié par cette femme et un autre Imbonerakure connu sous le nom de Jean-Claude Nsengiyumva. Kambayingwe a alors emprunté un vélo à son voisin prénommé Gervais et a chargé le sac en direction du lieu convenu avec Jacqueline Kamashara. Arrivé à destination, Ferdinand Nyandwi alias Kambayingwe, âgé de 45 ans et père de 3 enfants, y a trouvé plusieurs militaires et policiers en compagnie d'Abel Ahishakiye (responsable de la Ligue des jeunes Imbonerakure dans la province de Kirundo), du président du parti CNDD-FDD à Kirundo, du Commissaire provincial de la police à Kirundo et de Jovith Butoyi (responsable du Service National de

Renseignement en province de Kirundo). Ces policiers et militaires ont alors commencé à le torturer violemment avec plusieurs coups reçus partout sur son corps, à le piétiner étant étendu au sol, tout l'accusant d'être un criminel et de posséder des armes à feu, en présence de Jacqueline Kamashara et de Jean-Claude Nsengiyumva. Kambayingwe a finalement succombé sur place sous les actes atroces de torture. Après avoir constaté qu'il avait déjà rendu son âme, des policiers se sont rués sur le sac de charbon pour le saccager à la recherche d'une éventuelle Kalachnikov que la victime y aurait cachée, mais en vain. Les mêmes sources révèlent que le corps de Kambayingwe, ancien réfugié du camp de Mahama au Rwanda et rapatrié en 2020 à l'appel du président Évariste Ndayishimiye, a été embarqué dans le véhicule d'Abel Ahishakiye à destination de la forêt de Murehe en commune de Busoni où il a été fusillé pour simuler qu'il avait été abattu dans sa tentative de fuite.

D'après les mêmes sources, Viateur Habimana, administrateur communal de Kirundo, s'est rendu le lendemain vers 11 heures du matin chez les parents de la victime sur la colline de Kinyinya dans la même commune pour les informer que leur fils avait été tué après avoir été attrapé en possession d'un fusils et de ses munitions ainsi que des grenades qu'il avait cachés dans un sac de charbon de bois. Il a ajouté que Ferdinand Nyandwi alias Kambayingwe a été tué à coups de balles dans sa tentative de fuite au moment où il avait été conduit dans cette forêt pour montrer la cache d'autres armes.

SOS-Torture Burundi dénonce la persistance des crimes commis par des forces de l'ordre et des membres du parti au pouvoir qui sont toujours entourés d'une impunité absolue. Elle demande à la justice d'engager une enquête indépendante et impartiale afin de déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Ferdinand Nyandwi alias Kambayingwe et d'identifier les auteurs et complices pour les traduire devant la justice.

- Dans la matinée de mercredi 30 novembre 2022, un corps sans vie d'une femme non encore identifiée a été découvert près du marché de Kizuka, en commune et province de Rumonge (sud-ouest du Burundi).

Des témoins de la découverte macabre précisent que la victime qui serait une enseignante à l'une des écoles fondamentales de Kizuka, était déshabillée et présentait des traces de strangulation.

Selon des sources locales, le corps de la victime a été évacué dans un véhicule de la commune de Rumonge à la morgue de l'hôpital de province.

- Dans la matinée de vendredi 2 décembre 2022, un membre du CNL connu sous le nom de Lionel Nzoyisaba a succombé à l'hôpital général de Mpanda des suites d'actes de torture qui lui avaient été infligés par des Imbonerakure après l'avoir arrêté la veille sur la colline de Nyabikere de la zone de Musenyi, en commune de Mpanda de la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins, Lionel Nzoyisaba a été arrêté sur des accusations de vol dans la soirée du 1^{er} décembre 2022 dans une boutique par un groupe d'Imbonerakure qui l'ont conduit manu militari à la rivière de Gifurwe pour des séances de torture atroce. Ils l'ont ramené la même nuit, dans un état de santé très critique, au commissariat communal de la police à Mpanda et l'officier de police judiciaire (OPJ) qui l'a interrogé, au lieu de l'évacuer directement à l'hôpital, l'a détenu au cachot. C'est après quelques heures plus tard que l'OPJ a réalisé que Lionel Nzoyisaba était en train d'agoniser et qu'il a pris la décision de le conduire à l'Hôpital Général de Mpanda d'où il a succombé à ses blessures.

Les mêmes sources révèlent que les auteurs du crime, bien que bien identifiés, n'ont pas été inquiétés et continuent à jouir de leur liberté.

SOS-Torture Burundi déplore l'impunité totale dont bénéficient des Imbonerakure qui sont pourtant accusés de crimes odieux et demande à l'autorité judiciaire d'arrêter les présumés auteurs afin de les punir conformément à la loi.

2. Atteintes au droit l'intégrité physique

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi le 28 novembre révèle qu'en date du 20 novembre 2022, un homme connu sous le nom de Prosper Bitangayezu a été grièvement blessé à coups de couteau au niveau de l'abdomen par Ernest Hakizimana, un Imbonerakure membre de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie). Le crime a été perpétré sur la colline de Gatabo de la commune de Shombo, en province de Karusi (centre-est du Burundi).

Selon un témoin, Prosper Bitangayezu a demandé le paiement d'une somme de deux mille francs burundais à raison d'un service de déchargement de marchandises du véhicule de son agresseur ; mais, au lieu d'exécuter son obligation contractuelle, Ernest Hakizimana a infligé trois coups de couteau à la victime qui ne réclamait que son dû.

Des sources locales ont précisé que la victime a été immédiatement évacuée vers le centre de santé de Nyabibuye pour y recevoir les premiers soins et qu'elle a été transférée par la suite à l'hôpital du Cinquantenaire « Ntawe Turashoboye » situé au chef-lieu de la province de Karusi où il est toujours hospitalisé. Néanmoins, Ernest Hakizimana, aussi connu dans plusieurs autres cas de violations des droits humains dans la commune de Shombo, n'a pas été inquiété par la justice et demeure libre.

SOS-Torture Burundi dénonce une fois de plus le phénomène de l'impunité qui entoure les exactions commises régulièrement par des Imbonerakure et demande qu'Ernest Hakizimana soit arrêté et traduit en justice pour être puni conformément à la loi.

3. Atteintes au droit à la liberté : arrestations et détentions arbitraires

- Dans la journée de samedi 26 novembre 2022, quatre leaders du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) dans la commune de Buraza de la province de Gitega (centre du Burundi) ont été arrêtés et conduits au cachot de la police à Buraza où ils sont détenus pour le moment.

Selon des témoins, Isaac Ndayisenga (responsable du parti CNL dans la commune de Buraza), Gilbert Ndayisaba (chargé de la jeunesse), Mérite Munyaneza (chargé de l'idéologie et la propagande) et Boniface Nyandwi (chargé de la mobilisation) ont été arrêtés par la police sur injonction de l'administrateur communal, Désiré Niyongabo, alors qu'ils étaient dans la permanence communale de leur parti située sur la colline de Rweza en train de planifier des activités de leur formation politique.

D'après les mêmes sources, ces quatre leaders du CNL en commune de Buraza ont été arrêtés sur un mobile fallacieux de figurer sur une liste des personnes qui ont volé des patates douces dans un champ au moment où Boniface Nyandwi (de la communauté ethnique des Batwa) a été en outre accusé de posséder des arcs avec des flèches. Les mêmes sources précisent que toutes ces accusations sont fallacieuses et que le véritable mobile de leur arrestation et détention arbitraires est plutôt lié à l'intolérance politique du parti CNDD-FDD qui s'exprime à travers différents montages contre les militants des formations politiques de l'opposition.



SOS - Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

SOS-Torture Burundi demande au président de la République, Évariste Ndayishimiye, de déverrouiller l'espace politique et d'impulser l'ouverture et la tolérance politique au sein de son parti, le CNDD-FDD et de faire cesser l'instrumentation de la justice à des fins politiciennes.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.



SOS - Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.

SOS-TORTURE